



Centre Avec

- analyser pour s'engager -

Le féminisme en Afrique subsaharienne **Des avancées toujours nécessaires**

Documents d'analyse et de réflexion

Mars 2017

Rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Centre Avec

- analyser pour s'engager -

Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles



Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles

Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – www.centreavec.be

Le féminisme en Afrique subsaharienne Des avancées toujours nécessaires

Le paysage féministe africain est multiforme et a connu des changements considérables selon les époques comme c'est le cas en Belgique et ailleurs. Cette analyse traite le féminisme en Afrique subsaharienne en portant une attention particulière sur l'Ouganda et le Burkina Faso, afin de comparer l'évolution du féminisme dans un pays anglophone et dans un pays francophone. L'analyse ouvre une fenêtre sur le féminisme en Afrique hors des stéréotypes sur le misérabilisme des femmes africaines. Elle montre que, par l'activisme des femmes, le changement est possible en Afrique.

Le féminisme selon les Africaines

Les mouvements féministes en Afrique sont pluriels et variés. L'Afrique subsaharienne a connu un dynamisme et des changements importants depuis environ soixante ans. Comme en Belgique, il existe parfois des confusions et des contradictions entre les mouvements féministes et les mouvements féminins qui utilisent des moyens différents pour défendre les droits des femmes et promouvoir plus de justice sociale. Les mouvements féminins manifestent la prise de conscience qu'il s'agit de traiter les femmes à part entière dans le processus de développement. Les mouvements féministes sont comme des relais politiques des mouvements féminins qui exercent un rôle d'organes stratégique et de plaidoyer.

Les féministes en Afrique font, comme ailleurs, l'objet de stigmatisations et de méfiance. En effet, elles mettent en question les modèles socio-économiques ainsi que la place et le rôle de la femme dans nos pays. Ainsi le féminisme est souvent une notion mal comprise et à connotation péjorative. Revendiquer ses droits en Afrique n'est pas sans risques d'exclusion sociale et politique. Et il est difficile pour certaines femmes de s'afficher comme féministes.

Les féministes sont parfois taxées d'élitistes car elles ne parleraient qu'aux femmes instruites et non aux femmes rurales. Cela nous rappelle les premières féministes belges auxquelles les ouvrières reprochaient d'être des bourgeoises¹. D'autres sont critiquées parce qu'elles importeraient des idées occidentales pour créer des perturbations ou des conflits dans les sociétés africaines. D'où l'idée de « Nous ne brûlons pas nos soutiens-gorge ». Sira Diop² aurait dit : « Tout ce que nous voulons, c'est plus de droit et un peu de temps libre »³. « Dans le féminisme à l'africaine, il n'y a jamais eu de rejet de l'autre sexe. Au quotidien, nous ne rejetons pas le pouvoir masculin, nous tentons de nous l'approprier »⁴.

De façon générale, on pourrait dire que les visions du féminisme selon les Africains portent une double marque : la primauté de la défense des droits des femmes et la nécessité du soutien des hommes pour l'amélioration et la réalisation des revendications des femmes. En outre, le changement des mentalités est indispensable pour améliorer certaines pratiques à l'égard des femmes perçues comme des dogmes et des acquis culturels et coutumiers. Être féministe peut aussi contribuer à libérer des frustrations psychologiques liées à la pression sociale et aux relations entre hommes et femmes. Enfin, il ne faut pas nécessairement être féministe pour défendre les droits des femmes⁵.

¹ Voir Jacques Catherine, « Le féminisme en Belgique de la fin du 19e siècle aux années 1970 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 7/2009 (n° 2012-2013), p. 5-54.

URL : www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2009-7-page-5.htm

DOI : 10.3917/cris.2012.0005

² Sira Diop est l'ancienne présidente de l'Union nationale des femmes du Mali. Voir Robert Bourgoing, « L'Afrique invente son féminisme » www.bourgoing.com/presse/feminismetxt.htm.

³ Propos recueillis par Locoh Thérèse, et Puech Isabelle, « Fatou Sow. Les défis d'une féministe en Afrique », *Travail, genre et sociétés*, 2/2008 (N° 20), p. 5-22.

URL : www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2008-2-page-5.htm

DOI : 10.3917/tgs.020.0005

⁴ Ilboudo Monique, "Le féminisme au Burkina Faso : mythes et réalités", *Recherches féministes*, Volume 20, numéro 2, 2007, p. 163-177 (paragraphe 20) www.erudit.org/revue/RF/2007/v20/n2/017610ar.html.

⁵ Résumé fait à partir des différentes interventions lors du Symposium « (Re)thinking feminism and Black Womanhood » auquel nous avons participé, Goethe-Zentrum Kampala, 10/09/2016 .

Pluralité des tendances féministes

Les féministes ont des revendications diversifiées voire anarchiques. De plus, la façon de défendre le féminisme varie selon l'appropriation que l'on s'en fait ou non et le degré de militantisme.

Les différents courants féministes ont parfois des inspirations religieuses fortes et sont sous l'influence du passé historique. Il existe des féministes radicales, conservatrices, modérées, activistes, non-déclarées et des hommes féministes⁶.

Les féministes radicales voient la suprématie de la femme par rapport à l'homme et rejettent les hommes qui, selon elles, prennent les femmes pour des objets sexuels et subalternes.

Les conservatrices croient à l'institution familiale, et au soutien de l'homme pour améliorer les conditions des femmes, donnent une place importante à la femme et prônent le respect de la femme en famille et en couple.

Les féministes modérées revendiquent leurs droits en « douceur » et réalisent le changement par les actions quotidiennes, surtout dans l'éducation des filles et des garçons.

Les activistes revendiquent leurs droits haut et fort par des actions fortes pour marquer les esprits⁷. Les féministes « non déclarées » ne savent pas qu'elles sont des féministes ou plutôt elles n'osent pas s'afficher comme telles même si leurs actions peuvent être qualifiées de féministes.

D'autres féministes se basent sur la religion et pensent que celle-ci joue un rôle majeur dans l'émancipation des femmes. Certaines vont plus loin en prônant l'idée que Dieu est une femme noire. Ainsi une jeune femme défendant ses idées dans ce sens portait un T-shirt « I met God and she is black ».

Enfin, il existe des hommes féministes et, grâce à certaines de leurs actions et décisions politiques ou socio-culturelles, l'émancipation des femmes a été renforcée en Afrique. Notons que la diaspora africaine en Belgique ou ailleurs en Occident joue un rôle important dans l'évolution du féminisme africain.

Malgré ces divergences, les organisations féministes ont un point fort en commun : elles s'associent pour exprimer leur militantisme et pour prendre des décisions relativement indépendantes de l'Etat, des bailleurs étrangers ou d'autres pressions externes⁸.

Le féminisme en Ouganda

L'Ouganda, ancien Protectorat Britannique (1894-1962), est parmi les pionniers et modèles en matière de féminisme en Afrique. Ceci peut s'expliquer par l'influence des femmes britanniques qui étaient parmi les premières à se mobiliser en Europe pour défendre les droits des femmes.

Dans la société traditionnelle ougandaise, l'histoire semi-légendaire raconte qu'il y avait des femmes avec beaucoup de pouvoir. Du XIII^e au XV^e siècle, des femmes ont gouverné. Ce fut le cas de Naku, fille de Mukibi, le fondateur du clan de Lugave (qui signifie Pangolin, l'emblème du clan) au XIV^e siècle⁹.

Pendant la période coloniale, les premières associations de femmes ont été créées par des missionnaires chrétiens et des épouses d'administrateurs et d'hommes d'affaires coloniaux. L'éducation parascolaire des femmes visait à aider les femmes à mieux remplir leurs fonctions d'épouse, de mère et de ménagère. Au même moment, au Congo Belge, les féministes belges et les missionnaires, parmi lesquels les jésuites,

⁶ Idem.

⁷ Ngozi Adichie Chimamanda, « We should all be feminists » (www.youtube.com/watch?v=hg3umXU_qWc et www.africanfeministforum.com).

⁸ Tripp A. M., *Women and politics in Uganda*, The University of Wisconsin Press, 2000, p.34.

⁹ Cf. Tripp A. M., *op. cit.*, p.35.

jouaient le même rôle¹⁰. En 1898, la première école de filles voit le jour, puis des écoles maternelles et des hôpitaux dans les années 1930-40 à l'initiative de la Ligue des femmes d'Ouganda¹¹. En 1945, au collège (l'actuelle Université) de Makerere se crée un département d'études des femmes. Ainsi des nouvelles carrières et le pouvoir s'ouvraient aux femmes.

Entre 1950 et 1960, a lieu une réforme des droits du mariage (réplique de la loi du mariage britannique de 1904), du divorce et de l'héritage. Après la période coloniale, la polygamie a été condamnée par les Églises chrétiennes car considérée comme immorale. Le droit de vote est obtenu en 1962 pour les femmes âgées de 21 ans. C'est à cette période que des organisations laïques se sont aussi formées.

Dans les années 1990, plusieurs associations de femmes se sont regroupées pour parler au nom des femmes et exiger leurs places, leurs priorités et leurs droits. Le gouvernement a reconnu la légitimité de ces associations et a nommé des femmes pour jouer des rôles dans les institutions politiques comme parlementaires, ministres, secrétaires d'Etat, etc. Les mobilisations portent sur des plaintes, des pétitions et des manifestations contre les décisions politiques par exemple en luttant contre les inégalités d'accès à l'éducation, aux fonctions de direction et de participation politique des femmes. Les femmes impliquent leurs maris, les Églises chrétiennes et les musulmans. Elles organisent aussi des conférences régionales sur les préoccupations des femmes.

Néanmoins Aili Maria Tripp estime que certaines Ougandaises défendent la cause d'« un groupe de femmes aux dépens des autres, en se focalisant sur les femmes urbaines plutôt que rurales, les femmes mariées plutôt que célibataires, les femmes âgées plutôt que les jeunes femmes et parfois sur les femmes plus instruites plutôt que sur les femmes non instruites »¹².

Parmi les féministes, Miria Matembe raconte : « Petite, mes parents ont préféré investir financièrement dans l'éducation de mon frère, ce qui me révoltait déjà ! Je n'ai pas attendu d'aller étudier le féminisme à l'école pour comprendre qu'il fallait réagir face à cette situation. Je ne crois pas que le féminisme vient de l'Occident, c'est quelque chose qui est ancré dans nos sociétés en Afrique. C'est pour cela que j'ai étudié le droit pour plaider pour plus d'égalité entre hommes et femmes ! » Elle dit haut et fort : « je suis une féministe conservatrice ». « Il faut lutter pour les droits des femmes sans être contre les hommes et sans bannir l'institution familiale »¹³.

Le féminisme au Burkina Faso

Le Burkina Faso, ou le pays des hommes intègres, est une ancienne colonie française, devenue indépendante en 1960. En matière des droits des femmes, entre 1980 et 1990, le Burkina a connu des acquis et des reconnaissances officielles. La préparation de la Conférence de Beijing en 1995 a marqué les mouvements féminins avec la naissance de plusieurs organisations de femmes.

Dans l'histoire des femmes au Burkina, il n'y a pas eu vraiment de mouvements féministes. Une des premières légendes porte sur la princesse Yennega qui reste comme symbole de l'émancipation des femmes. Au XI^e siècle, la princesse Yennega refusa de se marier à l'homme présenté par son père et s'enfuit à cheval alors que les femmes avaient l'interdiction de monter à cheval. Elle fut également une des premières guerrières et participait aux activités de la chasse¹⁴.

¹⁰ Cf. Cornwall A., "Readings in gender in Africa", The International African Institution in association with Indiana University Press, 2005, p.53.

¹¹ Cf. Tripp A.M., *op.cit.*, p35.

¹² Cf. Tripp A.M., *op. cit.*, p.14.

¹³ Matembe M., *Women in the eyes of God: Reclaiming a lost identity*, New Life Publishers, Kampala, Ouganda, 2009, pp.19-20.

¹⁴ Ilboudo M., *Droit de cité, être femme au Burkina Faso*, Éditions du Remue-ménage, 2006, p.131.

En 1912, les missionnaires Sœurs Blanches arrivent au Burkina Faso. L'éducation des sœurs fait échapper les filles au mariage forcé et leur permet d'apprendre un métier. Elles sont formées aux arts ménagers, à l'hygiène et à l'alimentation – ceci correspondant bien à l'idéal prédominant en Europe à l'époque¹⁵.

Des changements réels sur l'émancipation des femmes ont eu lieu sous le régime de T. Sankara (1983-1987) et cela s'est poursuivi jusqu'à ce jour : interdiction du mariage forcé et du lévirat¹⁶ forcé, accès des femmes à la politique...¹⁷.

Un féminisme « non déclaré » au pays des hommes intègres

A l'opposé de l'Ouganda et de la Belgique, le féminisme au Burkina Faso n'a pas été un mouvement issu de différentes luttes. Cependant, il y a toujours eu des féministes « non déclarées » qui ont contribué à l'amélioration des conditions de la femme au Burkina. Rares sont les burkinabés qui affichent leur féminisme. Parmi elles Alice Tiendrébéogo, Monique Ilboudo, respectivement anciennes Ministres de la Promotion de la femme et des droits humains. Pour sa part, Tara Nacanabo, une militante pour les droits des femmes, précise : « je ne suis pas contre les hommes mais je veux des meilleures conditions pour les femmes ». Elle refuse d'être qualifiée de féministe, une contradiction verbale mais pas dans les actes¹⁸.

Pourquoi le Burkina Faso n'a-t-il pas vu naître un véritable mouvement féministe ? Tout d'abord, comme pour d'autres pays colonisés par la France, l'indépendance a permis à ces femmes d'acquérir automatiquement certains droits que d'autres femmes avaient obtenu en France et en Occident¹⁹. Depuis l'indépendance, les premières organisations féminines et les femmes instruites se sont rassemblées en associations. Néanmoins, les mouvements sociaux spécifiquement féministes et autonomes sont rares au Burkina, alors que le pays compte une centaine d'associations féminines et des milliers de groupements féminins (8.000 villages)²⁰.

Enfin, il faut noter que les stratégies et actions des Nations Unies et d'autres partenaires financiers au Burkina ont joué un rôle important dans l'amélioration des conditions des femmes, à savoir entre autres : l'égalité face aux conditions de formation du mariage, la liberté de choix du conjoint, l'interdiction par la loi de toute discrimination en matière d'emploi et de profession, la protection de la femme enceinte, l'interdiction de la pratique de mutilations génitales, le droit de vote pour les femmes...²¹.

Actuellement, que ce soit au Burkina Faso ou en Ouganda, malgré l'obtention de certains droits et l'amélioration de la situation des femmes, des femmes souffrent encore d'inégalités dans la vie sociale et politique, de discriminations, d'injustices et de violences sexuelles et physiques²².

¹⁵ Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, L'Aube, 2004, p.124.

¹⁶ Le lévirat est une pratique culturelle qui consiste à donner une veuve en héritage à une autre personne, ou à forcer une veuve ou une sœur à épouser son beau-frère ou un autre parent (www.endvawnow.org/fr/articles/621-definition-des-autres-formes-de-mariages-forces-lepouse-heritee-le-levirat-et-le-sororat.html).

¹⁷ Gakunzi D., *Thomas Sankara. « Oser inventer l'avenir » : La parole de Sankara*, Pathfinder et l'Harmattan, 1991, p.221.

¹⁸ information.tv5monde.com/terriennes/tara-nacanabo-feministe-malgre-elle-au-burkina-faso-50618

¹⁹ Cf. Ilboudo M., *op.cit.*

²⁰ Cf. Notes de H. Koanda Zongo, membre de l'Association Kebayina des femmes du Burkina, pour préparer le forum de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID), une organisation associative féministe mondiale, qui existe depuis 1983 (sur le site de l'Organisation internationale de la francophonie « Genre en action », www.genreenaction.net/IMG/pdf/habibou.pdf).

²¹ Cf. Ilboudo M., *op. cit.*, p.90-93, 124, 137, 139.

²² En politique, très peu de femmes sont ministres. Au niveau du travail, peu de femmes occupent des fonctions de direction et leurs salaires sont inférieurs. Certaines coutumes traitent la femme comme subalterne et ne respectent pas sa dignité. Sur les violences, signalons le spectacle "Cri pour la dignité des femmes", de la chorégraphe Valérie Miguel, qui travaille avec des Ougandaises violées, et avec qui nous avons eu un entretien dans le cadre de ce travail.

Un combat jamais terminé

En Ouganda ou au Burkina Faso comme en Belgique, le féminisme comme mouvement social apporte une prise de conscience des inégalités et discriminations à l'égard des femmes. C'est ainsi que les femmes ont obtenu le droit de vote, une meilleure participation politique, occupent les mêmes fonctions que les hommes, etc. Tous ces changements nécessitent le concours des hommes et des non-féministes, mais l'impulsion des féministes fut nécessaire et reste capitale.

C'est un combat jamais terminé. Une impulsion toujours nécessaire, qui requiert la collaboration de toutes et de tous, quels que soient les continents ou les pays où nous vivons.

Par Salimata Kaboré²³

²³ Originnaire du Burkina Faso, Salimata Kaboré, conseillère en communication, est diplômée de l'ULB en Sciences Politiques et de l'IHECS en Communication et Coopération au développement. Anciennement membre de l'équipe du Centre Avec, elle a eu en charge les questions d'interculturalité et a notamment étudié la situation et le rôle des femmes subsahariennes en Belgique. Ces dernières années, elle séjourne dans plusieurs pays d'Afrique (RDC, Ouganda), s'intéressant plus particulièrement à la coopération internationale ainsi qu'à la place et au rôle des femmes dans la société.